LE CREOLE.

PUBLIÉ TOUS LES JOURS PAR
JEROME BAYON.

NEW-ORLEANS, 17 DECEMBRE 1832.

GOUVERNEMENT DAWSON.

PROSPECTUS.

Le Créole, journal de la Louisiane, 17 décembre.

Nous avons reçu hier matin, la [illegible] arrivée du soleil [illegible] annonce [illegible] 3 [illegible] mois [illegible] secret [illegible] vice-président wro-tempore [illegible] Hugh L. [illegible], désignataire, M. Hugh L. [illegible] nommé. La Chambre [illegible] Représentants, Trois de nos délégués (MM. [illegible] Thomas) occupaient deux sièges. [illegible] tendant au congrès n'a pas été dévoilé ce [illegible] connaîtrons probablement aujourd'hui.

[illegible] la législature de la Caroline du Sud [illegible] empreintes d'un intérêt peu ordinaire. [illegible] qu'on peut appeler le siége de l'[illegible] du courant. Ce même jour, la nomination [illegible] des présidents et du vice-président a dû avoir [illegible] législature. On pensait que trois tickets se [illegible] le ticket d'une assemblée non officielle [illegible] législature, qui n'a pas encore transliré ; ce [illegible] qui adhèrent encore au général Jackson, [illegible] Unionistes de l'Union.

[illegible] ticket de l'assemblée nullificatrice nomme [illegible] onze voix de cet état au gouverneur [illegible] pour la présidence, et à M. William [illegible] Massachusetts, pour la vice présidence. Néanmoins [illegible] président (de Columbia) du Mercury de Charleston, [illegible] cette partie de la législature, s'élève l'opposition [illegible] vote en même temps si les unionistes se [illegible] l'Etat [illegible] qui sont en faveur de Jackson, [illegible] qui lutte de la Caroline du sud sera en faveur du vieux général.

[illegible] de la dignité des relations fédérales n'a pas [illegible] de rétablir. Selon le correspondant du [illegible] l'honorable H. S. Pinckney, [illegible] président de la chambre des députés, [illegible] Mercure journal dont il s'agit,) [illegible] minuté [illegible] loi pénale contre les infractions [illegible] juridiction. On va même jusqu'à donner [illegible] lui, douze principales dispositions [illegible] qui suit : [illegible] suivra la personne ou les marchandises [illegible] prétexte de percevoir des droits sur les denrées [illegible] sera [illegible] une amende de $1000 à [illegible] [illegible] de 6 mois à 3 ans.

La [illegible] mettre les mêmes actes sous punition [illegible] ci-dessus et de la moitié aussi [illegible] remboursement d'emprisonnement.

[illegible] tout avec [illegible] sera chargera de poursuivre, [illegible] les tribunaux [illegible] devaient la cour de [illegible] le recouvrement des effets susnommés, par des [illegible] valeur des droits d'entrée sur [illegible] [illegible] [illegible] la liste des marchandises du [illegible]

Le [illegible] writ dans [illegible] semble [illegible] [illegible] de 500 à $1500 et de 3 [illegible] [illegible] d'une cour locale, qui [illegible] un [illegible] [illegible] cour, pour servir à un appel à la cour [illegible] sera passible d'une amende et d'un emprisonnement [illegible] pour prévenir tout subterfuge à cet égard, [illegible] l'extrait des minutes d'une cour à qui que [illegible] [illegible] compassion spéciale de la cour, et sans [illegible] [illegible] cette disposition que le dernier n'a se [illegible] [illegible] [illegible] ci-dessus.

[illegible] que la commission des affaires militaires, [illegible] [illegible] que la commission des affaires militaires, de [illegible] [illegible] que la commission des affaires militaires, de [illegible] [illegible] que la commission des affaires militaires, de